

Protection des sources des journalistes. Conflit de secrets

Description

Cass. crim., 6 décembre 2011, L. Schuller-Bettencourt

De?ormais consacre? en droit franc?ais par l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881, tel qu'introduit par la loi du 4 janvier 2010, comme il l'est par la jurisprudence de la Cour europe?enne des droits de l'homme (CEDH, voir *REM* n°13, p.3), le droit a? la protection des sources d'information des journalistes n'est pas simplement un principe the?orique ou ge?ne?ral. Il a une signification et une porte?e re?elle concre?tes. Sa violation est susceptible d'avoir des effets juridiques d'importance, y compris dans la bien de?licate et incertaine conciliation de droits et devoirs de secrets diffe?rents sinon contradictoires.

En l'absence de de?finition le?gale d'une quelconque infraction de violation du secret des sources, aucune sanction pe?nale ne peut e?tre prononce?e. Une plainte de?pose?e ne peut aboutir qu'a? une de?cision de classement sans suite. Cela n'exclut cependant pas que des poursuites puissent e?tre engage?es sur d'autres fondements, comme, par exemple, la « *collecte illicite de donne?es a? caracte?re personnel* » ou la « *violation du secret des correspondances* ». C'est pour de tels faits que, le 17 janvier 2012, le procureur Philippe Courroye a e?te? mis en examen. De plus, et d'une manie?re qui est bien loin d'e?tre ne?gligeable, c'est « *a? peine de nullite?* » des mesures prises et des pie?ces qui en de?coulent que les dispositions du code de proce?dure pe?nale (CPP) relatives aux re?quisitions, perquisitions et transcriptions de correspondances consacrent effectivement le droit des journalistes au secret de leurs sources.

L'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation, du 6 décembre 2011, rendu dans l'un des multiples aspects de l'« affaire Bettencourt », en fournit une illustration. Il rejette le pourvoi formé contre un arrêt, pourtant abondamment motivé, sur la base des dispositions légales en vigueur, de la cour d'appel de Bordeaux (aupres de laquelle l'affaire a été « dépaysee ») du 5 mai 2011 ayant prononcé, en raison de la violation du secret des sources des journalistes, la nullité de certaines pièces d'une procédure d'instruction en cours. En cette espèce, une plainte avait été déposée par Mme Bettencourt, pour fait de violation de secret professionnel et de secret de l'enquête et de l'instruction, à la suite de la publication, dans le journal *Le Monde*, d'éléments d'information relatifs à une enquête en cours. Y faisant suite, le procureur de la République de Nanterre avait ordonné aux services de police judiciaire de procéder, par voie de réquisitions adressées aux différents opérateurs téléphoniques, à des investigations portant sur les numéros de téléphones de certains journalistes. Par l'identification des numéros de correspondants des journalistes, au moyen des fameuses factures dites « fadettes », on cherchait à découvrir ainsi les personnes qui, tenues au secret de l'enquête et de l'instruction, auraient manqué à cette obligation et dont la responsabilité pénale pourrait, de ce fait, être engagée.

Était particulièrement en cause la disposition de l'article 77-1-1 CPP selon lequel « *le procureur de la République ou, sur autorisation de celui-ci, l'officier de police judiciaire peut requérir de toute personne [...] susceptible de détenir des documents intéressant l'enquête [...] de lui remettre ces documents* ». Par renvoi à un autre article du même code, il y est cependant précisé, à titre de rogatoire, que, « *lorsque les réquisitions concernent* » notamment des journalistes, « *la remise des documents ne peut intervenir qu'avec leur accord* ».

Le moyen au pourvoi formulé par Mme Bettencourt faisait valoir que, « *en autorisant, fût-ce sans l'accord des intéressés qui n'était pas requis de s lors que ces réquisitions étaient adressées à des tiers* », et non aux journalistes eux-mêmes, le recours à de telles mesures, le procureur de la République « *n'a pas porté une atteinte excessive au secret des sources des journalistes* », dès lors que « *ces investigations, qui ne portent qu'une atteinte indirecte au secret des dites sources, tendaient à apporter la preuve d'une violation d'un secret professionnel ou du secret de l'enquête ou de l'instruction susceptible d'être imputée à un magistrat ou à un fonctionnaire du ministère de la justice* ».

Reprenant les diverses motivations de l'arrêt de la cour d'appel, se référant à l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 énonçant (en réutilisant, en une sorte de copie-collée, pratiquement des éléments de rédaction de la jurisprudence CEDH) qu'« *il ne peut être portée atteinte directement ou indirectement au secret des sources que si un impératif prépondérant d'intérêt public le justifie et si les mesures envisagées sont strictement nécessaires et proportionnées au but légitime poursuivi* », la Cour de cassation conclut, en cette affaire, que « *l'atteinte portée au secret des sources des journalistes n'était pas justifiée par l'existence d'un impératif prépondérant d'intérêt public et que la mesure n'était pas strictement nécessaire et proportionnée au but légitime poursuivi* ». En conséquence, elle rejette le pourvoi.

Tout en reconnaissant l'importance de la protection des sources journalistiques, que la CEDH qualifie de « pierre angulaire de la liberté de la presse », essentielle à la démocratie, peut-on considérer que, selon la tradition juridique française, un juste équilibre est ainsi assuré entre ce droit au « secret des sources des journalistes » et cet autre secret, tout aussi important, de l'enquête et de l'instruction, nécessaire au bon fonctionnement de l'institution judiciaire et des droits des justiciables, et de la violation duquel les journalistes peuvent se trouver complices ou receleurs ? A quoi bon défendre un tel secret s'il ne s'impose pas aux journalistes qui sont susceptibles de donner, aux atteintes qui y sont portées, l'écho le plus large et donc le plus préjudiciable ? Un tel conflit de secrets sera-t-il jamais résolu de manière satisfaisante ?

Sources :

- « Bettencourt : vers un non-lieu pour la juge Pre?vot-Desprez », J. Bouin, lefigaro.fr, 6 mai 2005.
- « Protection des sources des journalistes. Conflits de secrets », E. Derieux, *Legipresse*, n° 276, p.280-284. octobre 2010.
- « Presse et justice. A propos de l'affaire Woerth-Bettencourt », E. Derieux, *RLDI/66*, n° 2184, pp. 63-68, décembre 2010.
- « Secret des sources du Monde : l'enquête du procureur Courroye invalide?e », G. Davet et F. Lhomme, *Le Monde*, 7 mai 2011.
- « Liberté de la presse, la justice le?ve une menace », *Le Monde*, 8 mai 2011.
- « Protection des sources des journalistes », E. Derieux, *JCP G, Act.*, n° 643, p.1085, 30 mai 2011.
- « Une garantie de la protection du secret des sources », H. Leclerc, *Legipresse*, n° 285, p. 424-428, juillet 2011.
- « Protection des sources des journalistes. Secret des sources des journalistes et impunité des violations de secrets », E. Derieux, *RLDI/75*, n° 2483, p. 30-34, octobre 2011.
- « Comment la police a fait parler les « fadettes » du Monde », F. Johanne?s, lemonde.fr, 5 décembre 2011.
- « L'enquête de Courroye sur les fadettes juge?e ille?gale », lefigaro.fr, 6 décembre 2011.
- « Fadettes. Le procureur Courroye a violé le secret des sources », Ouest-France.fr, 6 décembre 2011.
- « L'objet n'était pas d'identifier les sources des journalistes », M.-Ch. Daubigny, lemonde.fr, 27 décembre 2011.
- « Affaire des « fadettes » : le procureur Philippe Courroye mis en examen », lemonde.fr, 17 janvier 2012.
- « Les fadettes, le procureur et la liberté de la presse », E. Izraelewicz, *Le Monde*, 19 janvier 2012.
- « Fadettes du « Monde » : M. Courroye riposte devant la cour d'appel », F. Johanne?s, *Le Monde*, 19 janvier 2012.

Categorie

1. Droit
2. Un trimestre en Europe

date créée

21 décembre 2011

Auteur

emmanuelderieux